

Cette lutte entre la liberté et le despotisme est rarement bien définie; elle est souvent confuse, elle se complique souvent d'autres questions. Toutefois, au cours de notre génération, les lignes en ont été assez nettement tracées: la bataille s'est libérée contre l'impérialisme pangermaniste d'abord, contre la tyrannie nazie et fasciste ensuite, et enfin, de nos jours, contre l'asservissement brutal de l'esprit et du corps, effroyable résultante d'un communisme international agressif.

C'est cette lutte que nous devons gagner afin de poser les fondements d'une paix durable; c'est cette lutte qui, en 1948, fausse tous les aspects de la vie nationale et internationale. Elle se manifeste au sein des Etats par l'effort tenté pour renverser la démocratie populaire et parlementaire et instaurer par la violence des despotismes policiers. Elle se manifeste sur le plan international par les desseins agressifs et subversifs des gouvernements communistes contre les pays qui ne veulent pas souscrire à leurs doctrines réactionnaires. Fait assez significatif, les Etats qui, aux conférences internationales, sont le plus résolus à diminuer les droits d'autrui et à exalter les leurs sont précisément ceux-là dont le gouvernement est le plus dérégulé et le plus autocratique.

Même sur le sol favorisé du Canada, nous ne pouvons pas éluder complètement cette opposition entre la liberté et l'esclavage. La liberté, comme la paix, est indivisible. Si on la détruit quelque part, elle fléchit partout. Qu'y pouvons-nous? Nous devons aménager nos propres ressources, humaines et matérielles, nous devons faire régner chez-nous un tel ordre que le communisme ne puisse s'y implanter. Nous devons prouver que notre genre de démocratie - la démocratie parlementaire libre - a fait plus et peut faire beaucoup plus pour accroître le bonheur et le bien-être de l'homme moyen que ne pourront jamais le faire le communisme ou le fascisme et leur enrégimentation totalitaire. Cela devrait être possible - voire facile - si - un si lourd de sens - nous apportons au service de la démocratie et de la liberté le même zèle que les fanatiques communistes en mettent à détruire le commerce. Un communiste russe, devenu libre citoyen canadien a écrit: "Pourquoi le Canada verserait-il dans le communisme lorsqu'il est visiblement mieux pourvu à tous égards que l'Union soviétique?"

Notre premier devoir est donc d'assurer chez nous le fonctionnement de la démocratie. Le Canada ne pourra jouer un rôle effectif à l'extérieur qu'à la condition d'être libre, fort, prospère et uni sur le front national.

Une fois établie cette priorité, nous ne pouvons pas, nous ne devons pas, nous soustraire à nos obligations de membre de la communauté internationale. Nous ne devons rien négliger pour assurer la paix parce qu'il n'y a pas de pays où la paix ait plus d'importance, sous tous rapports, qu'elle n'en a au Canada. Mais n'allons pas oublier que l'action nationale seule est impuissante à préserver cette paix. Nous ne devons rien négliger pour encourager le commerce international, car ce commerce est plus indispensable à la prospérité du Canada qu'à celle de tout autre pays. Or, l'action nationale seule est impuissante à assurer le commerce et, partant, la prospérité.

Par conséquent, pour ce qui est de la paix et de la prospérité, le Canada est inévitablement entraîné dans les affaires internationales. Evitant la suffisance et le chauvinisme, nous devons - comme nous l'avons déjà fait d'ailleurs - témoigner d'un désir sincère de coopérer avec les peuples qui témoignent du désir réciproque de coopérer avec nous.

...../Examinons